



La démocratie européenne a besoin des jeunes
Grâce à l'éducation et à la mobilité, les jeunes peuvent développer leur propre vision de l'Europe

2014 aurait pu être une grande année pour la démocratie européenne – au lieu de cela, la distance entre les citoyens européens et leurs représentants politiques est apparue plus clairement que jamais. Au mois de mai dernier, cent ans après le début de la Première Guerre mondiale et vingt-cinq ans après la chute du rideau de fer, les citoyens de l'UE ont élu leur nouveau parlement. Pour la première fois, l'assemblée à élire allait disposer, grâce au traité de Lisbonne, de compétences considérablement élargies et des personnalités éminentes étaient candidates à la fonction de président de la Commission.

Mais 2014 n'a pas été une grande année pour la démocratie européenne : la majorité des citoyens ne s'est pas rendue aux urnes et beaucoup d'électeurs ont donné leur voix à des partis eurosceptiques et ouvertement extrémistes.

Ce rejet croissant d'une Europe unifiée est extrêmement dangereux. Une démocratie ne peut pas fonctionner si ses élites politiques décident de l'avenir alors que les populations ont trop souvent le sentiment de ne pas avoir leur mot à dire – et n'essayent par conséquent même pas de le faire. L'histoire de l'Europe ne doit pas être écrite uniquement par les chefs d'Etat et de gouvernement, mais bien par tous les Européens, et ce indépendamment du fait que leur pays appartienne ou non à l'UE. Il faut montrer aux jeunes Européens quels avantages l'unité du continent peut leur apporter personnellement, avant tout en leur faisant vivre l'« Europe » au quotidien, c'est-à-dire à l'école, dans le cadre de formations ou d'un emploi. Ce n'est que si l'on parvient à faire naître une conscience européenne non

seulement chez une génération d'étudiants « Erasmus » mais aussi dans toutes les couches de la société qu'un véritable sentiment d'appartenance européen pourra être créé – et que des jeunes gens ne se considéreront plus seulement comme allemands ou français, finlandais ou roumains, hongrois ou serbes, mais comme faisant partie d'un continent partageant les mêmes valeurs, qu'il leur appartient de défendre ensemble.

Pour rendre cela possible, deux éléments sont essentiels : un enseignement véritablement européen et davantage de mobilité pour les jeunes en Europe.

Un enseignement véritablement européen

L'Europe doit être évoquée plus souvent avec les enfants et les adolescents.

Premièrement, l'enseignement doit réserver une place nettement plus importante à l'Europe, à son histoire et au fonctionnement des institutions européennes. L'Europe devrait devenir l'objet de cours dans plusieurs matières.

Il convient de développer un matériel pédagogique européen commun, notamment des manuels scolaires, pouvant être utilisé dans toute l'Europe. On pourrait envisager qu'un même manuel d'histoire européenne soit un jour utilisé dans toute l'Europe, sur le modèle des ouvrages déjà rédigés en commun par des historiens français et allemands ou allemands et polonais. Ce livre devrait offrir un récit commun et retracer l'histoire des valeurs et des traditions partagées. *Deuxièmement, les échanges au sein de*

l'Europe entre professeurs des écoles doivent être favorisés, par exemple grâce à l'organisation régulière de congrès européens d'enseignants. *Troisièmement*, il faut rendre obligatoire un échange d'au moins quatre semaines entre écoliers du même âge issus de différents Etats membres ou d'un pays tiers européen. Sur ce point, l'UE doit offrir, en particulier aux écoliers socialement défavorisés, un soutien financier, des informations et une aide à l'organisation du séjour. *Quatrièmement*, les écoles doivent informer davantage sur les possibilités d'étudier, de suivre une formation ou de travailler dans d'autres Etats de l'UE ou dans des pays tiers européens, pour encourager les élèves à voyager en Europe à l'issue de leur scolarité. *Cinquièmement*, il faut créer un Office européen pour la jeunesse, sur le modèle de l'Office franco-allemand pour la jeunesse.

Mobilité pour tous les jeunes Européens

La promotion de la mobilité des jeunes Européens s'appuiera sur les mesures de politique éducative proposées ci-dessus. L'objectif est de donner plus de chances aux jeunes de trouver un emploi stable en leur permettant de vivre et d'acquérir de l'expérience professionnelle dans d'autres Etats européens, et de réduire ainsi durablement le chômage des jeunes, extrêmement élevé dans beaucoup de pays.

Tout jeune Européen devrait se voir proposer un séjour à l'étranger à la fin de sa scolarité, de sa formation professionnelle ou de ses études universitaires.

Certes, l'UE a déjà mis en place une « garantie pour la jeunesse », qui invite les Etats membres à offrir aux jeunes dans les quatre mois suivant la perte d'un emploi ou la sortie du système scolaire un emploi de qualité, une formation complémentaire ou un poste de stagiaire ou d'apprenti. Mais cette initiative ne va pas assez loin car les moyens financiers qui lui sont consacrés restent insuffisants et sa transposition dans les différents Etats se

fait selon des modalités très variées – bref, il ne s'agit pas d'une véritable mobilité européenne.

Or, une telle offre est particulièrement importante précisément pour les jeunes au chômage : ils doivent faire l'expérience concrète que l'Europe leur ouvre des perspectives. L'idéal serait de leur proposer trois possibilités : un stage, un service civil européen ou un emploi dans un autre Etat européen. Les besoins matériels essentiels du participant devraient être couverts par un financement de l'UE afin que personne ne soit exclu du programme à cause d'un manque de ressources. Il paraît envisageable de fixer la durée de ce programme à trois mois au minimum et deux ans au maximum. Pour qu'un tel dispositif fonctionne et que les jeunes ne se sentent pas livrés à eux-mêmes dans un environnement culturel et social souvent inconnu, un cours de langue et un atelier sur les questions interculturelles doivent faire partie intégrante de l'offre. En outre, au cours du programme, un accompagnement et une prise en charge étroite par des interlocuteurs du pays d'accueil sont nécessaires. Si ces conditions sont remplies, une telle combinaison centrée sur le double objectif de favoriser la mobilité et de lutter contre le chômage peut avoir des retombées tout à fait positives sur l'émergence d'un sentiment d'appartenance européen.

Ce n'est que si la jeune génération accepte de porter pour l'avenir sa responsabilité historique que l'Europe pourra être, dans le reste du monde, l'ambassadeur de valeurs communes telles que l'ouverture aux autres, la tolérance, la démocratie et les droits de l'homme.

*Caroline Ebner, Lionel Kapff, Katharina Kleine-Tebbe, Frédéric Krumbein, Myrina Meunier, Gabriel Richard-Molard, Blandine Sorbe**

* Les auteurs sont des participants du *Dialogue d'avenir franco-allemand*, une initiative de la Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik (DGAP), de l'Institut français des relations internationales (Ifri) et de la Fondation Robert Bosch. La prise de position a été rédigée dans le cadre de la promotion 2014.